

Février 2010

Dans ce numéro

- 1 **Bob Prouty nommé Directeur du Secrétariat FTI**
- 1 **Message de Bob Prouty, Directeur du Secrétariat FTI**
- 2 **Réunion extraordinaire du Conseil d'administration de l'Initiative FTI**
- 2 **De plus amples financements pour l'éducation**
- 2 **Notre réponse d'urgence aux souffrances d'Haïti**
- 3 **Programme d'éducation inclusif au Timor-Leste**
- 3 **Consultations à l'échelle nationale sur le Plan pour le secteur de l'éducation au Libéria**
- 4 **Consultations avec les parties prenantes sur l'évaluation à mi-parcours de la FTI**
- 4 **Initiatives récentes en matière de communication et de partage des connaissances**
- 4 **Prochaines rencontres et réunions**

Bob Prouty nommé Directeur du Secrétariat FTI

Bob Prouty a été nommé Directeur du Secrétariat FTI par le Conseil d'administration de l'Initiative et a assumé ses fonctions en janvier 2010. À ce titre, il sera chargé de gérer le Secrétariat FTI mais il collaborera aussi avec le Conseil d'administration et sa présidente, Carol Bellamy, à la mise en place d'un nouveau cadre fondé sur les résultats et au lancement d'autres réformes en vue de faire de l'Initiative FTI un mécanisme multilatéral plus efficace au service de l'éducation dans le monde.

Message de Bob Prouty, Directeur du Secrétariat FTI

Chers partenaires,

Comme beaucoup d'entre vous, je suis profondément peiné par la situation tragique qui règne en Haïti depuis deux semaines. Le séisme a eu un impact particulièrement fort sur le secteur de l'éducation ; le redressement sera un processus long et difficile. L'Initiative Fast Track transfèrera 22 millions de dollars à Haïti – en grande partie par le biais d'un fonds fiduciaire multidonateurs. Le premier transfert devrait être effectué en faveur du Programme alimentaire mondial pour financer l'alimentation scolaire. Des fonds supplémentaires seront bientôt débloqués pour la reconstruction de salles de classe et d'autres bâtiments. D'autres priorités seront définies par le Groupe local des partenaires de l'éducation, en collaboration avec le Groupement de l'éducation. Je vous invite à prendre connaissance des mises à jour périodiques sur notre site Web au cours des semaines et mois à venir.

Le Conseil d'administration de l'Initiative FTI tiendra une réunion spéciale à Paris les 11 et 12 février afin d'aborder des questions d'une importance fondamentale pour l'avenir du Partenariat. Suite à l'évaluation à mi-parcours, le Conseil examinera les changements à apporter aux plans de la **gouvernance** — notamment en donnant une plus grande voix au chapitre aux pays partenaires ; de la **responsabilisation** — en élaborant un cadre de résultats pour mesurer les progrès de tous les partenaires aux niveaux international et national ; et de l'**évolution du rôle de tous les partenaires**, notamment la Banque mondiale et le Secrétariat. Ce dernier devrait être invité à prendre dans une plus large mesure la direction du suivi de la mise en œuvre et du financement des Plans pour le secteur de l'éducation.

Ces dernières semaines, nous avons mené de vastes consultations et participé à des discussions riches d'enseignements sur l'évaluation à mi-parcours et les changements que le Partenariat doit réaliser en priorité. Les consultations ont été tenues avec des organisations de la société civile à Washington et à Londres, et avec des représentants des ministères de l'Éducation de neuf pays d'Afrique de l'Ouest. Ces activités s'inscrivent dans le cadre de l'effort entrepris pour améliorer la communication et à accorder une beaucoup plus grande importance à l'obtention de résultats à l'avenir.

Veillez adresser vos suggestions concernant ce bulletin à :

Akonate@worldbank.org or

ydoignon@educationfasttrack.org

Pour plus d'informations, veuillez contacter Robert Prouty à l'adresse :

rprouty@educationfasttrack.org

Réunion extraordinaire du Conseil d'administration de l'Initiative FTI à l'UNESCO, Paris, 11 et 12 février 2010

La prochaine réunion du Conseil examinera les recommandations présentées dans le [rapport d'évaluation](#) à mi-parcours publié en décembre 2009, qui fait valoir la nécessité de procéder à des réformes de la stratégie et de la gouvernance de l'Initiative FTI. Les questions abordées et les décisions prises lors de cette réunion serviront de base aux autres réunions de l'Initiative qui se tiendront en 2010 et guideront le processus de réforme et de redynamisation du Partenariat FTI. Des observateurs d'organisations de la société civile et de pays d'importance stratégique ont été invités à prendre pleinement part aux discussions. Organisations et pays invités : *Brookings Institution*, CODE, Fondation Gates, Fondation Hewlett, USAID, Allemagne, Italie, Japon, Mongolie, Mozambique, Norvège, Rwanda et Zambie.

Pour plus d'informations, veuillez contacter Michelle Mesen à l'adresse : mmesen@educationfasttrack.org

De plus amples financements pour l'éducation

Dans le cadre de la campagne de mobilisation des ressources, la nouvelle présidente de l'Initiative FTI, Carol Bellamy, a rencontré des partenaires au Royaume-Uni, aux Pays-Bas, en France et en Espagne, ainsi que des responsables de la Commission européenne à Bruxelles. Elle a également rencontré des représentants de l'administration des États-Unis (USAID et Département d'État) et d'organisations de la société civile, notamment la CME et ONE. Elle devrait aussi rencontrer des représentants de haut niveau de la Norvège, de la Suède et de l'Allemagne en février et s'efforcer de nouer des contacts avec de nouveaux partenaires tels que la Corée du Sud.

Pour plus d'informations, veuillez contacter Aby Toure à l'adresse : Akonate@worldbank.org

Notre réponse d'urgence aux souffrances d'Haïti

Le 12 janvier 2010, un séisme dévastateur a ébranlé Haïti et provoqué des pertes humaines et matérielles catastrophiques. Le secteur de l'éducation a été particulièrement touché. De nombreuses écoles ont été détruites dans l'ensemble du pays (plus de 60 % des établissements scolaires de Port-au-Prince se sont effondrés). Le bâtiment du ministère de l'éducation est en ruine et le ministère n'a aucune capacité opérationnelle. D'innombrables enseignants du secteur public et de fonctionnaires du secteur de l'éducation ont perdu la vie.

Le 15 janvier, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies (OCHA) a lancé un appel accéléré pour solliciter une contribution de 575 millions de dollars de la communauté internationale qui permettra de financer la riposte d'urgence pendant les six premiers mois. Le Groupement de l'éducation a monté un programme de 23 millions de dollars pour le secteur de l'éducation, qui couvre des projets de l'UNICEF, de l'UNESCO, de Save the Children et de Plan International. Au 28 janvier, 77 % du montant total faisant l'objet de l'appel avaient été réunis, mais seulement 2 % des besoins du secteur de l'éducation étaient satisfaits.

Haïti est un pays partenaire de l'Initiative FTI. Notre priorité immédiate consiste à mettre en place des installations scolaires temporaires pour les milliers d'enfants dont les écoles se sont effondrées. Un don FTI de 22 millions de dollars avait été approuvé en faveur d'Haïti en septembre 2009. Depuis le tremblement de terre, le Secrétariat FTI travaille sans relâche pour restructurer ce don de manière à ce que les 22 millions de dollars puissent être immédiatement mis à disposition pour faire face aux besoins du système de l'éducation. Le personnel du Secrétariat FTI a rencontré l'équipe de la Banque mondiale chargée des opérations en Haïti ainsi que celle chargée des questions d'éducation. L'Initiative FTI a également pris contact avec le Groupe sectoriel en éducation qui se compose de représentants du ministère de l'Éducation et de donateurs, et avec le Groupement de l'éducation en Haïti, qui est coordonné par l'UNICEF et Save the Children pour les interventions d'urgence.

Dès que le don aura été décaissé, l'Initiative FTI s'emploiera à financer des installations scolaires temporaires ainsi qu'un programme d'alimentation scolaire par l'intermédiaire du Programme alimentaire mondial, qui distribuera des biscuits à haute teneur énergétique aux enfants de 5 à 18 ans. Le but recherché est de permettre aux enfants de retourner à l'école, de faire face à leurs besoins nutritionnels immédiats et d'encourager les parents à envoyer leurs enfants à l'école même si ceux-ci n'étaient pas scolarisés avant le séisme. Le ministère de l'Éducation, avec l'appui du Groupement de l'éducation, procède à une évaluation des besoins du système éducatif qui servira de base aux futures interventions dans ce secteur.

Le secteur privé constitue 90 % du système de l'enseignement en Haïti. Dans le cadre de la reconstruction de ce système, l'Initiative FTI encouragera l'État à assumer ses responsabilités en ce qui concerne l'éducation de la population haïtienne.

Pour plus d'informations, veuillez contacter Alberto Begué à l'adresse : abegue@educationfasttrack

Programme d'éducation inclusif au Timor-Leste

Le 18 décembre 2009, le Ministre de l'Éducation par intérim, Paulo Assis Belo, et le Directeur général pour l'éducation, Apolinario Magno, ont officiellement inauguré le nouveau Bureau pour une éducation inclusive au Ministère de l'éducation, à Dili. L'éducation inclusive est l'une des quatre composantes de l'action lancée dans le cadre de l'Initiative FTI au Timor-Leste en avril 2009. Les principaux objectifs du programme de l'Initiative FTI sont d'élargir l'accès à l'éducation et d'améliorer les résultats d'apprentissage des groupes marginalisés au Timor-Leste. Les enfants défavorisés comprennent les enfants ayant des besoins spéciaux, les enfants vivant dans des régions montagneuses isolées (où l'école primaire la plus proche se trouve à un grand nombre de kilomètres), les enfants chargés de s'occuper de leurs frères et sœurs cadets, et les enfants dont les parents sont analphabètes et ne sont pas conscients de la valeur de l'éducation. L'absence de données est l'un des principaux obstacles aux efforts visant à servir ces enfants. Par exemple, il n'existe pas de données permettant d'identifier les enfants ayant des besoins spéciaux qui sont scolarisés et ceux qui ne le sont pas. Selon les récents travaux de *PLAN Timor-Leste*, il semblerait qu'1 % des enfants inscrits à l'école primaire ayant un handicap.

Le ministère de l'Éducation a lancé son premier plan stratégique quinquennal préliminaire pour 2010-2015, qui fait de l'éducation inclusive une priorité. Malgré de remarquables efforts pour faire de l'éducation une réalité pour tous les enfants, le secteur de l'éducation est confronté à de nombreux problèmes : les chiffres actuels montrent que, à six ans, âge officiel d'inscription à l'école primaire, près de la moitié des enfants ne sont pas scolarisés. Les 12 prochains mois seront importants : le Bureau pour une éducation inclusive a entrepris de préparer une note de synthèse sur l'éducation inclusive, de mettre en place des points focaux pour l'éducation inclusive dans des groupes d'écoles et de mettre en place des formations. Il installera le premier centre national de documentation dans la capitale (Dili), s'emploiera à sensibiliser le public à l'utilité de l'éducation pour tous, et enfin centrera son action sur la scolarisation dans le préprimaire et le primaire, en particulier celle des enfants défavorisés.

Pour plus d'informations, veuillez contacter Mme Janet Nye, conseillère pour l'éducation inclusive de la FTI à Dili (Timor-Leste), à l'adresse : mnye.janet@gmail.com.

Consultations à l'échelle nationale sur le plan pour le secteur de l'éducation du Libéria

Le [Gouvernement libérien](#) a lancé en novembre 2009 une série de consultations à l'échelle nationale sur le Plan pour le secteur de l'éducation qu'il a récemment préparé pour remplacer le Programme de relance de l'enseignement primaire au Libéria, qui avait reçu l'aval de l'Initiative FTI en avril 2007.

Le Plan pour le secteur de l'éducation sera le premier plan détaillé du Libéria suivant une approche sectorielle. La portée des consultations nationales, menées sous la direction du ministère de l'Éducation, est le fondement de l'adhésion du pays à ce processus. Sept consultations ont eu lieu aux niveaux régional et national. Le Ministre de l'Éducation, Joseph D. Z. Korton, et son Ministre adjoint pour la Planification, la Recherche et le Développement, James E. Roberts, ont participé à presque toutes les réunions. La majorité des participants étaient des personnels relevant du Ministère de l'éducation, tels que des enseignants et des fonctionnaires de l'éducation des districts et des comtés. Des femmes, des étudiants, des apprenants adultes, des négociants, des membres de la police, des chefs traditionnels et des notables des communautés, ainsi que des maires et des directeurs de développement ont participé activement à ces réunions. Les délégués avaient une idée claire de ce qu'ils attendaient du secteur de l'éducation, et ils ont souligné la nécessité et l'utilité de l'éducation, tant au niveau des individus qu'à celui de la nation. Il s'agit là d'un message particulièrement fort si l'on considère que de nombreux participants étaient eux-mêmes analphabètes. Les jeunes, les étudiants et les femmes se sont beaucoup exprimés, et de nombreux délégués ont insisté pour se faire entendre sur un certain nombre de sujets. Le niveau de qualité des enseignants et, en particulier, les moyens d'attirer et de retenir des enseignants formés dans les zones rurales, se sont révélés être la préoccupation majeure.

Certains participants ont déployé des efforts considérables pour assister aux réunions, puisqu'ils ont dû faire deux jours de marche en raison du mauvais état des routes et des zones forestières très denses. Les consultations ont débouché sur un sommet national qui a rassemblé des responsables de haut niveau de différents ministères, des représentants de la société civile, des partenaires donateurs, des ONG internationales et des membres de la presse. L'objet de ce sommet était de donner aux parties prenantes des informations sur le Plan pour le secteur de l'éducation et de présenter les résultats des consultations menées à l'échelle nationale qui ont permis de le finaliser.

Pour plus d'informations, veuillez contacter Mme Koli Banik à l'adresse : kbanik@educationfasttrack.org

Consultations avec les parties prenantes sur l'évaluation à mi-parcours de l'Initiative FTI

Consultations auprès de neuf pays d'Afrique de l'Ouest : suite à l'évaluation à mi-parcours du Partenariat FTI-EPT, le Secrétariat FTI a mené une série de consultations avec diverses parties prenantes. À l'initiative de la Ministre du Burkina Faso, Madame Marie Odile Bonkougou, neuf pays d'Afrique de l'Ouest (Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Côte d'Ivoire, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal et Togo) ont participé à une série de trois vidéoconférences pour débattre de l'évaluation, donner des informations en retour à l'Initiative FTI et proposer des recommandations pour l'avenir.

Réunion à la Brookings Institution : l'Initiative FTI a participé à une demi-journée de consultations présidées par le Center for Universal Education à la Brookings Institution sur le thème « *Scaling up for Success: Redesigning the Global Education Aid Architecture* » (Agir sur une plus grande échelle pour réussir : repenser l'architecture de l'aide mondiale à l'éducation). Pour lire les recommandations, cliquez [ici](#).

Pour plus d'informations, veuillez contacter Nawsheen Elaheebocus à l'adresse : Nelaheebocus@worldbank.org

Initiatives récentes en matière de communication et de partage des connaissances

En Novembre dernier, l'équipe chargée de la communication a réaffirmé son intention d'accroître encore la visibilité de l'Initiative FTI et de donner à ses partenaires un accès plus large à un vaste éventail d'outils et de ressources pour partager les connaissances. L'un des premiers objectifs était de fournir aux partenaires francophones un site Web en langue française modernisé et amélioré. Les dernières traductions sont en cours de finalisation et la version bêta du site Web francophone est accessible à l'adresse suivante : <http://www.educationfasttrack.org/fr/>. Nous nous engageons à mettre rapidement sur le site des traductions réalisées par des professionnels des articles, communiqués de presse et autres documents essentiels. La version finale du site Web en français sera lancée début février 2010.

Les sites Web en anglais et en français seront bientôt tous deux dotés de plateformes multimédias interactives qui permettront à nos visiteurs de partager des informations sur notre prochain rapport annuel, ainsi que sur nos progrès et les suites données à l'évaluation à mi-parcours.

Pour plus d'informations et faire part de vos avis sur le site Web, veuillez contacter M. Yann Doignon à l'adresse : ydoignon@educationfasttrack.org

Prochaines rencontres et réunions

10 février 2010	Lancement du rapport 2010 de l'UNESCO « L'Éducation prise pour cible » et du rapport intitulé <i>Protecting Education from Attack: A State of the Art Review</i> (Protéger l'éducation des attaques : dernier état des lieux) – New York (États-Unis)
11 et 12 février 2010	Réunion extraordinaire du Conseil d'administration de l'Initiative FTI – UNESCO, Paris
Du 17 au 19 février 2010	Atelier consacré aux enseignants dans les États fragiles – Nairobi (Kenya)
Du 23 au 25 février 2010	Réunion du Groupe de haut niveau sur l'EPT de l'UNESCO – Addis-Abeba (Éthiopie)
25 février 2010	Lancement du rapport annuel 2009 FTI-EPT
Du 1^{er} au 5 mars 2010	Conférence de <i>Comparative and International Education Society</i> (Association d'éducation comparée et internationale ou CIES) – Chicago (États-Unis)